

**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

BUREAU AFRIQUE DU NORD



LE BRAS ARMÉ DISCRET D'ANKARA :

**SADAT, supplétifs syriens et
force déléguée turque**

AKRAM KHARIEF

AKRAM KHARIEF est Directeur de projets Paix et Sécurité à la Fondation Rosa Luxemburg, il a été journaliste indépendant spécialisé en défense et sécurité. Il couvre les questions militaires dans la région MENA depuis plus de quinze ans. Géopolitique des armées nord-africaines est son premier livre de géopolitique régionale.

Design et Graphique : **Roots Prod**



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

BUREAU AFRIQUE DU NORD

Cette publication est soutenue par des fonds de la Rosa Luxemburg Stiftung, Bureau de l'Afrique du Nord.

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement la position de la Fondation Rosa Luxemburg.

LE BRAS ARMÉ DISCRET D'ANKARA : SADAT, supplétifs syriens et force déléguée turque

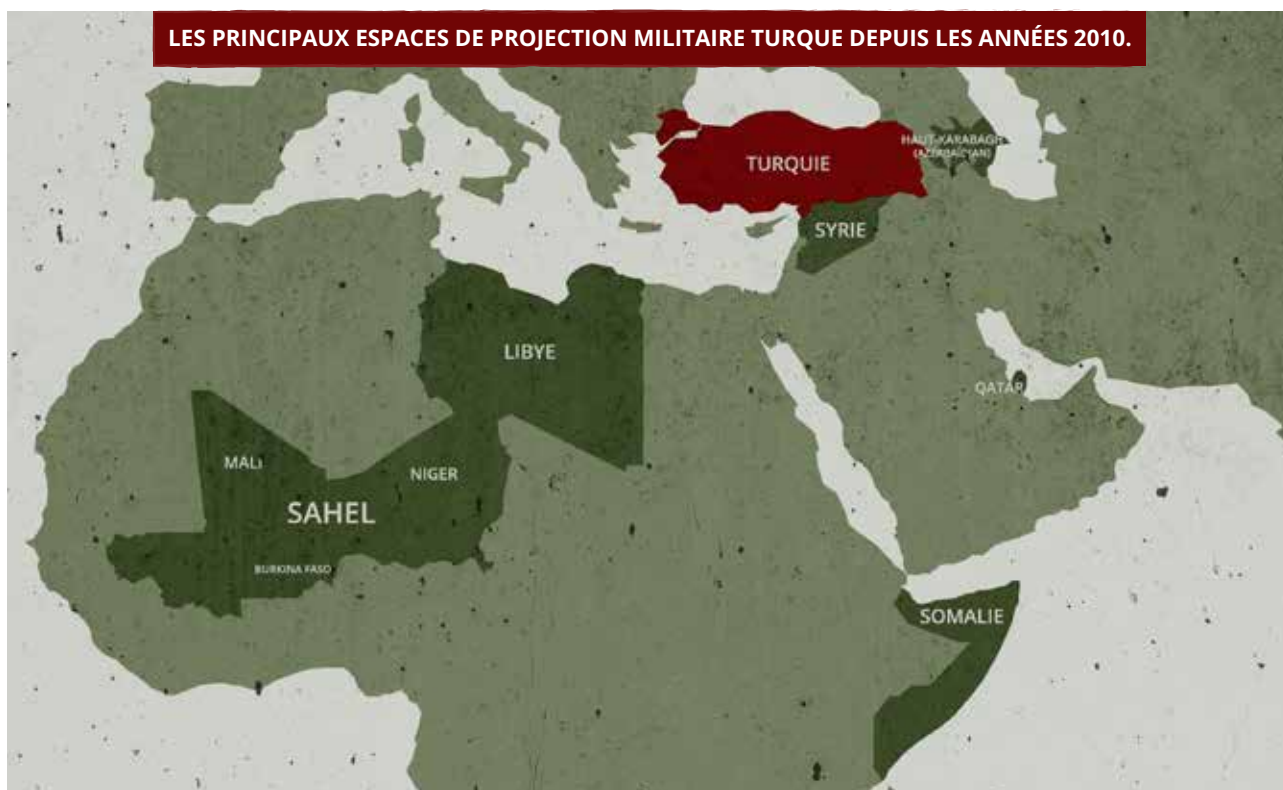
Akram Kharief

LE BRAS ARMÉ DISCRET D'ANKARA : SADAT, SUPPLÉTIFS SYRIENS ET FORCE DÉLÉGUÉE TURQUE

Akram Kharief

INTRODUCTION

Depuis le début des années 2010, la Turquie n'a pas seulement étendu son périmètre d'action militaire : elle a changé de méthode. En Syrie, en Libye, au Haut-Karabagh, au Qatar, en Somalie et, plus récemment, dans plusieurs zones du Sahel, Ankara mêle des moyens que l'on présentait autrefois comme séparés : soldats réguliers, drones, conseillers, sociétés privées, combattants syriens recrutés par contrat, accords de formation et matériel produit par son industrie de défense.



Cette combinaison répond à une contrainte simple. La Turquie veut agir loin de ses frontières, mais son armée conventionnelle ne peut pas être engagée

partout sans coût politique, humain et diplomatique, et son appartenance à l'OTAN pèse sur certaines formes d'engagement direct. Un soldat turc tué en opération extérieure crée une responsabilité publique immédiate. Un combattant syrien recruté par contrat, acheminé par un réseau intermédiaire puis présenté comme volontaire laisse, lui, une marge de démenti.



C'est dans cet espace que se situe SADAT International Defense Consultancy. Fondée en 2012 par le général de brigade à la retraite Adnan Tanrıverdi et vingt-deux autres anciens officiers et sous-officiers turcs, la société se présente comme une entreprise de conseil, de formation et de logistique militaire. Cependant, cette façade commerciale n'explique pas tout. SADAT est juridiquement privée, politiquement proche du pouvoir, idéologiquement marquée, et son nom revient à chaque grand épisode de la projection indirecte turque¹.

La question est par conséquent la suivante : comment la Turquie se sert-elle de SADAT, des supplétifs syriens et de la formation militaire exportée pour projeter sa puissance tout en réduisant le coût politique de l'engagement direct ?

Néanmoins, une lecture purement stratégique laisse de côté l'essentiel pour qui s'intéresse aux rapports de pouvoir : à qui profite ce système, et qui en paie le prix ? Derrière la souplesse diplomatique se cache une économie politique. En haut, une industrie de défense en plein essor, adossée à des réseaux d'affaires proches de l'AKP, capte des profits et du capital symbolique. En bas, des combattants syriens appauvris vendent leur force et leur vie contre des salaires rognés, pendant que les civils des théâtres concernés encaissent une part du coût. Cet article tient donc les deux fils à la fois : le dispositif stratégique et la manière dont il répartit la richesse et le risque.

Y répondre suppose de séparer les faits établis des allégations, car les sources sont d'inégale valeur. Certaines relèvent du document officiel : communications

1 SADAT International Defence Consultancy, page institutionnelle, indique que la société a été fondée par Adnan Tanrıverdi avec 23 officiers et sous-officiers retraités et que ses statuts ont été publiés au Turkish Trade Registry Gazette no 8015, 28 février 2012 : <https://sadat.com.tr/en/>

de rapporteurs des Nations unies, rapports américains, textes normatifs. D'autres viennent des organisations syriennes, de médias d'investigation ou d'acteurs d'opposition. À celles-ci s'ajoutent des travaux d'économie politique du conflit, des enquêtes sur le marché du travail combattant syrien et des données sur l'industrie de défense turque. Les premières fixent le cadre. Les secondes éclairent les mécanismes, mais demandent de la prudence dès lors qu'elles portent sur des opérations clandestines².

Une puissance ambitieuse face à ses limites militaires :

La politique étrangère turque s'est durcie après 2011. La « profondeur stratégique » théorisée par Ahmet Davutoğlu avait déjà installé l'idée d'une Turquie placée au carrefour de plusieurs espaces régionaux. La doctrine maritime de la « Patrie bleue », la Mavi Vatan, a ensuite fourni une justification plus offensive aux revendications turques en Méditerranée orientale, en mer Égée et en mer Noire. Les deux cadres ne se recouvrent pas : le premier traduit une ambition diplomatique large, le second une affirmation géopolitique tournée vers la mer. Mais l'un et l'autre ont nourri la même conviction, celle d'une Turquie qui ne doit plus se cantonner à la défense de son territoire³.

La traduction concrète a été rapide. L'armée turque opère dans le nord de la Syrie et de l'Irak contre le PKK et les Forces démocratiques syriennes, maintient depuis 1974 une présence importante à Chypre-Nord, dispose d'une base au Qatar et a inauguré en 2017 sa plus grande installation extérieure à Mogadiscio. Elle a sauvé le Gouvernement d'union nationale libyen face à Khalifa Haftar, puis appuyé l'Azerbaïdjan pendant la guerre du Haut-Karabagh de 2020. À cela s'ajoutent les ventes de drones, la formation, le renseignement et une diplomatie religieuse active⁴.

Cette dispersion crée une tension que connaissent toutes les puissances en expansion : on peut multiplier les points d'appui sans pouvoir multiplier les engagements directs. De ce fait, les forces non conventionnelles offrent alors une issue. En effet, elles permettent de tenir un site, de soutenir un allié ou d'encadrer des combattants locaux sans exposer l'armée régulière au même niveau

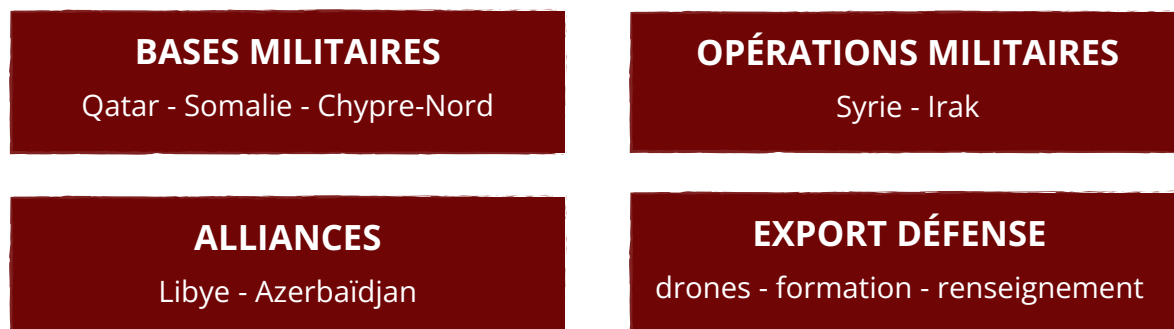
2 Sur les sociétés militaires et de sécurité privées, voir le Document de Montreux, CICR et Département fédéral suisse des affaires étrangères, 2008 : <https://www.icrc.org/en/publication/0996-montreux-document-private-military-and-security-companies> ; voir aussi Nations unies, International Convention Against the Recruitment, Use, Financing and Training of Mercenaries, New York, 4 décembre 1989 : https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XVIII-6&chapter=18&clang=_en

3 Aurélien Denizeau, « Mavi Vatan, la "Patrie bleue" : origines, influence et limites d'une doctrine ambitieuse pour la Turquie », Études de l'Ifri, 29 avril 2021 : <https://www.ifri.org/fr/etudes/mavi-vatan-patrie-bleue-origines-influence-limites-dune-doctrine-ambitieuse-turquie>

4 Sur les inflexions récentes de la politique étrangère turque et l'usage de moyens militaires en Syrie et en Libye, voir Sinan Ülgen, « Turkey Shifts the Focus of Its Foreign Policy », SWP Comment, février 2020 : <https://www.swp-berlin.org/10.18449/2020C06/> ; sur la Somalie, Reuters, « Turkey to provide maritime security support to Somalia », 22 février 2024 : <https://www.reuters.com/world/turkey-provide-maritime-security-support-somalia-official-2024-02-22/>

de responsabilité.

Ankara n'a rien inventé : les grandes puissances utilisent depuis longtemps des intermédiaires armés. Mais elle a assemblé un modèle qui lui est propre, en articulant une société militaire privée proche du pouvoir, un vivier syrien disponible depuis la guerre civile et une industrie de défense capable d'exporter non seulement du matériel, mais aussi de la formation.



Note méthodologique

L'analyse repose sur l'exploitation critique de sources ouvertes. Les sources primaires comprennent les documents institutionnels de SADAT, les communications des procédures spéciales de l'ONU, les rapports américains et les textes normatifs sur les sociétés militaires et de sécurité privées. Les sources secondaires solides regroupent les travaux de centres de recherche, les articles académiques et les enquêtes de presse reconnues. Quant aux médias militants, aux sites d'opposition et aux organisations liées à une partie du conflit, ils sont utilisés en signalant leur fragilité.

Cette méthode ne reconstitue pas toutes les chaînes de commandement. Elle fait en revanche apparaître des régularités : mêmes factions syriennes, mêmes routes de transit, mêmes promesses de rémunération et même fonction de déniabilité. La démonstration porte donc sur un système, non sur la preuve judiciaire d'un ordre donné à chaque échelon.

SADAT, une entreprise privée prise dans une grammaire politique

SADAT International Defense Consultancy est enregistrée le 28 février 2012, après publication de ses statuts au registre du commerce turc. Sa naissance intervient au moment où se recomposent les rapports entre le pouvoir civil, l'armée et les réseaux d'officiers écartés par l'institution kémaliste. Son fondateur, Adnan Tanrıverdi, avait quitté l'armée dans les années 1990, à une époque où les officiers réputés islamistes étaient mis à l'écart d'une institution encore très attachée au laïcisme d'État.

La société revendique trois métiers : le conseil, la formation et la logistique. Elle affirme pouvoir évaluer les menaces pesant sur un pays, réorganiser ses forces armées, entraîner ses unités et répondre à des besoins de sécurité intérieure. Présentée ainsi, elle ressemble à n'importe quelle entreprise de conseil militaire. Deux éléments la distinguent pourtant⁵.

Le premier est juridique. La Turquie ne s'est pas dotée d'un cadre propre aux sociétés militaires privées comparable aux dispositifs les plus développés. SADAT opère donc comme une simple société commerciale de défense, ce qui produit une ambiguïté utile au pouvoir : l'État peut nier tout commandement direct pendant que l'entreprise affirme se contenter de vendre des services. La déniabilité commence au registre du commerce⁶.

Le second est idéologique. SADAT ne se présente pas seulement comme un prestataire technique. Son discours a longtemps mis la coopération militaire entre pays musulmans au cœur de son horizon, et son fondateur animait l'ASSAM, un centre d'études qui promeut un projet de confédération islamique. Ce n'est pas un simple supplément doctrinal : cette coloration donne à SADAT une identité différente de celle d'une société militaire privée purement transactionnelle⁷.

Après la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, Tanrıverdi devient conseiller militaire en chef du président Recep Tayyip Erdoğan. Le moment renforce l'idée d'une porosité entre la société et l'appareil d'État. Les purges dans l'armée, la

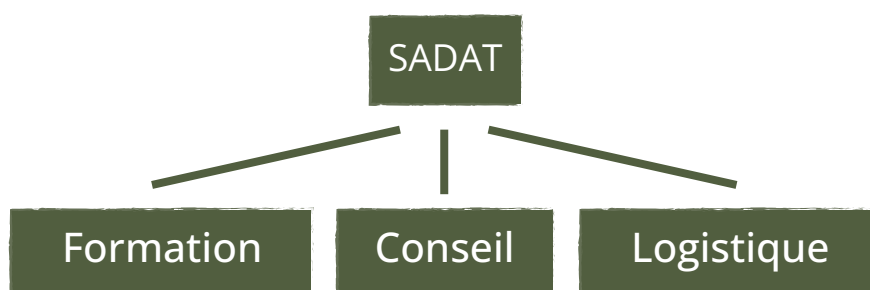
⁵ SADAT présente ses domaines d'activité comme « consultancy, training and logistics ». Voir SADAT International Defence Consultancy, présentation institutionnelle : <https://sadat.com.tr/en/>

⁶ Sur les lacunes de régulation turque et la revendication par SADAT d'un statut de société privée de conseil militaire, voir War on the Rocks, « Making Sense of SADAT, Turkey's Private Military Company »,

⁷ Sur la dimension idéologique de SADAT et son manifeste, voir War on the Rocks, « Making Sense of SADAT, Turkey's Private Military Company », 8 octobre 2021 : <https://warontherocks.com/2021/10/making-sense-of-sadat-turkeys-private-military-company/> ; pour le projet ASRICA/ASSAM, voir « ASRICA Islamic Countries Union Confederal Constitution Draft », ASSAM Congress, 2022 : https://assamcongress.com/wp-content/uploads/2018/02/20220616_ASRICA_Confederation_Model_Constitution_Draft-EN.pdf

restructuration des institutions militaires et la mise à l'écart des officiers jugés gülenistes ou pro-occidentaux ouvrent un espace aux profils loyalistes. Tanriverdi quitte ses fonctions en 2020, après une controverse née de déclarations religieuses sur le Mahdi, et meurt en août 2024. Sa disparition n'a pas tranché la question de fond : SADAT est-elle une simple entreprise privée, ou un instrument para-étatique au service de la projection turque⁸?

La réponse la plus solide tient les deux bouts. SADAT n'est pas une armée parallèle autonome qui conduirait ses propres guerres, mais elle n'est pas non plus une banale firme de conseil. Elle fonctionne comme un facilitateur, reliant des besoins politiques, des réseaux de combattants, des capacités de formation et des théâtres où Ankara ne tient pas toujours à apparaître au premier plan.



La Syrie, réservoir humain du dispositif

La guerre syrienne fournit la matière première du modèle turc. À partir de 2016, Ankara structure peu à peu une partie de l'opposition armée du nord de la Syrie. L'Armée nationale syrienne, agrégée à partir de groupes hétérogènes, devient un réservoir de combattants dépendants de la Turquie pour leur solde, leurs armes, leurs déplacements et parfois leur survie politique⁹.

Ces combattants ne forment pas un bloc. On y trouve d'anciens membres de l'Armée syrienne libre, des miliciens locaux, des factions turkmènes, des groupes islamistes et des unités accusées de violations graves. Cette diversité complique l'analyse, et le vocabulaire n'est jamais neutre : parler de « rebelles syriens », de « mercenaires » ou de « supplétifs » ne produit pas le même effet politique. Dans bien des cas, le terme le plus exact reste celui de combattants

8 Sur la démission de Tanriverdi après la controverse du Mahdi, voir Duvar English, « Close advisor to Erdoğan, who said 'Mahdi will come,' resigns », 9 janvier 2020 : <https://www.duvar-english.com/politics/2020/01/09/close-advisor-to-erdogan-who-said-mahdi-will-come-resigns> ; sur son décès, voir SADAT, « Adnan Tanriverdi walked towards Allah », 4 août 2024 : <https://sadat.com.tr/en/adnan-tanriverdi-walked-towards-allah/>

9 Sur les zones contrôlées par l'Armée nationale syrienne et les factions pro-turques dans le nord syrien, voir European Union Agency for Asylum, « Syria: Country Focus », sections sur les armed actors et security institutions, 2025 : <https://www.euaa.europa.eu/col/syria/2025/country-focus>

supplétifs recrutés contre rémunération pour des opérations extérieures.

L'argent est déterminant, mais il faut le rapporter à l'effondrement de l'économie syrienne. La guerre a détruit les moyens de subsistance ordinaires, et l'engagement armé est devenu, pour beaucoup, une stratégie de survie autant qu'un choix : à mesure que l'économie civile s'effondrait, la valeur relative des soldes militaires montait¹⁰. Dans le nord syrien, ces soldes restent pourtant dérisoires, de l'ordre de 500 livres turques tous les deux mois, soit à peu près un dollar par jour, de quoi couvrir le pain d'une famille, guère plus. Les contrats proposés pour la Libye promettaient autour de 2 000 dollars par mois, et c'est cet écart, non une cause transnationale, qui explique les départs¹¹. À propos du Haut-Karabagh, les rapporteurs des Nations unies ont d'ailleurs souligné que les combattants semblaient d'abord motivés par la rémunération, dans un contexte de grande précarité¹².



Mais la promesse et le versement sont deux choses différentes, et c'est là que se lit la hiérarchie sociale du dispositif. Pour être recruté et expédié à l'étranger, un homme doit le plus souvent disposer d'un piston (wasta) ou céder une part

10 Sur la mobilisation armée comme stratégie de subsistance et sur la hausse de la valeur relative des soldes à mesure de l'effondrement de l'économie civile, voir COAR Global, « The Economy of War in Syria: Armed Group Mobilization as Livelihood and Protection Strategy », 30 septembre 2020 : <https://www.coar-global.org/2020/09/30/the-economy-of-war-in-syria-armed-group-mobilization-as-livelihood-and-protection-strategy/>

11 Sur les salaires (environ 500 livres turques tous les deux mois dans le nord syrien, contre près de 2 000 dollars promis en Libye), sur le piston ou la part de salaire exigés pour être recruté, sur la part détournée par les commandants et sur la coercition initiale, voir Elizabeth Tsurkov, « The Syrian Mercenaries Fighting Foreign Wars for Russia and Turkey », The New York Review of Books / Syrian Observatory for Human Rights, 16 octobre 2020 : <https://www.nybooks.com/online/2020/10/16/the-syrian-mercenaries-fighting-foreign-wars-for-russia-and-turkey/>

12 OHCHR, « Mercenaries in and around the Nagorno-Karabakh conflict zone must be withdrawn », 11 novembre 2020. Les experts y soulignent la motivation financière des combattants syriens dans un contexte de précarité : <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2020/11/mercenaries-and-around-nagorno-karabakh-conflict-zone-must-be-withdrawn-un>

de son futur salaire, si bien qu'une véritable industrie de recruteurs et d'intermédiaires s'est constituée autour de la misère, souvent animée par les commandants de factions eux-mêmes¹³. Sur place, une fraction importante de la solde promise n'arrive jamais : selon les enquêtes disponibles, des commandants qui contrôlaient la paie en détournaient jusqu'à la moitié, payaient en livres turques au lieu de dollars, ou retenaient purement et simplement une partie des sommes dues, en particulier au sein de divisions comme Hamza, Sultan Murad ou Souleyman Shah / Al-Amshat¹⁴. Les indemnités prévues en cas de blessure, parfois chiffrées à 35 000 dollars, ont souvent été refusées aux mutilés, alors que des milliers d'hommes auraient été blessés sur le seul théâtre libyen. En effet, les corps des morts sont renvoyés aux familles, à qui il est parfois demandé de se taire, et beaucoup de ménages du nord syrien vivent désormais de ces envois d'argent, au point que la rente du combattant lointain structure l'économie domestique¹⁵.

Revenus	Montant approximatif
Solde dans le nord de la Syrie	≈ 1 USD/jour
Contrat proposé pour la Libye	≈ 2 000 USD/mois
Indemnité promise en cas de blessure	jusqu'à 35 000 USD
Réalité observée	Retards, retenues, détournements

Le tableau qui s'en dégage n'est pas celui d'une armée idéologique, mais d'un marché du travail de la guerre, profondément inégal. Au bas de l'échelle, des hommes appauvris vendent leur force et risquent leur vie ; au-dessus, des commandants et des courtiers prélèvent leur marge ; plus haut encore, l'État turc et son industrie tirent profit d'une main-d'œuvre bon marché et interchangeable, dont la nationalité non turque permet de présenter les pertes comme étrangères. Le consentement, du reste, n'a pas toujours été acquis : les premières rotations vers la Libye se sont heurtées à des refus, levés sous la menace d'ex-

¹³ Elizabeth Tsurkov, art. cité (voir note 11).

¹⁴ Sur le détournement de salaires par des commandants de factions, les paiements en livres turques au lieu de dollars et les unités concernées, voir Syrians for Truth and Justice, « Syrian Mercenaries in Libya: Fraudster Commanders and Recruits Involved in Serious Violations », 16 juillet 2021 : <https://stj-sy.org/en/syrian-mercenaries-in-libya-commanders-and-recruits-involved-in-serious-violations/>

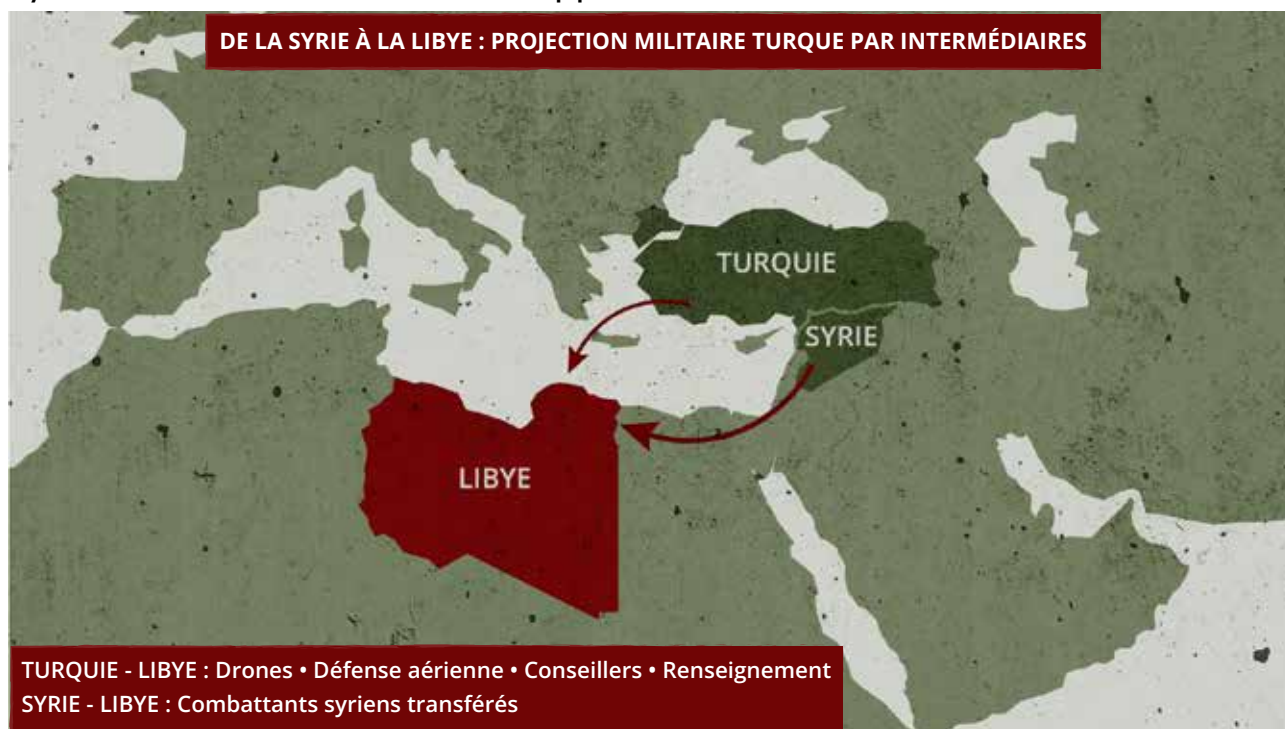
¹⁵ Sur les indemnités de blessure promises (jusqu'à 35 000 dollars) puis refusées, le nombre de blessés en Libye et la dépendance des familles aux envois d'argent, voir Hevdesti / Syrians for Truth and Justice, « Syria/Libya: Complaint to the UN Working Group on the Use of Mercenaries », 27 mars 2022 : <https://hevdesti.org/en/syria-libya-complaint-to-the-un-working-group-on-the-use-of-mercenaries/>

clusion des rangs, avant que l'envoi à l'étranger ne devienne une norme sociale installée¹⁶.

C'est dans cette chaîne que SADAT apparaît comme une interface possible. Les documents et témoignages disponibles suggèrent une implication dans la sélection, la formation, la préparation des papiers ou l'encadrement, mais le degré exact de commandement reste difficile à établir. Dans ce cas, mieux vaut parler d'une fonction de médiation opérationnelle que d'un commandement directement prouvé.

La Libye, premier grand test

La Libye est le théâtre où le modèle devient visible. Après l'offensive lancée par Khalifa Haftar contre Tripoli en avril 2019, Ankara choisit de sauver le Gouvernement d'union nationale, reconnu par l'ONU. Le mémorandum turco-libyen de novembre 2019 fournit le cadre politique ; les drones, les conseillers, la défense aérienne ainsi que le renseignement fournissent les moyens et les combattants syriens fournissent l'infanterie supplétive.



¹⁶ Elizabeth Tsurkov, art. cité (voir note 11).

Les premiers groupes arrivent fin 2019. Les chiffres varient selon les sources, qui évoquent plusieurs milliers d'hommes. Le rapport du Lead Inspector General américain pour le deuxième trimestre 2020 mentionne l'envoi de combattants syriens et attribue à SADAT un rôle de supervision et de paiement d'environ 5 000 combattants pro-GNA, formulation reprise depuis par plusieurs analyses spécialisées¹⁷.

Le rôle prêté à SADAT porte sur l'encadrement, le paiement, la supervision ou la formation de ces hommes. La prudence s'impose, car Ankara comme la société ont rejeté toute accusation de mercenariat. Le schéma général reste néanmoins bien documenté : la Turquie n'a pas seulement livré des drones et des conseillers, elle a également organisé, directement ou par intermédiaire, le transfert de combattants syriens vers un théâtre étranger où ils ne défendaient ni leur pays ni une cause nationale¹⁸.

L'effet militaire a été réel : l'intervention turque a contribué à arrêter l'offensive de Haftar et à modifier le rapport de force autour de Tripoli. Le gain économique compte tout autant. En effet, le mémorandum de novembre 2019 était indissociable d'un accord de délimitation maritime qui faisait avancer les revendications turques sur des eaux gazières de Méditerranée orientale, et l'intervention a ouvert le marché libyen aux entreprises turques de construction et de défense tout en servant de vitrine aux drones d'Ankara auprès d'acheteurs potentiels. Les capacités décisives et les bénéfices sont ainsi restés à l'État turc et à son industrie, tandis qu'une partie du coût humain était reportée sur des non-Turcs. Ce report a aussi ouvert une vulnérabilité juridique : le recours à des combattants étrangers, surtout lorsque certaines sources signalent la présence de mineurs, expose la Turquie à des accusations qu'un simple démenti ne suffit pas à neutraliser¹⁹.



17 Lead Inspector General, « East Africa Counterterrorism Operation and North and West Africa Counterterrorism Operation, Quarterly Report to the United States Congress, April 1, 2020 - June 30, 2020 », publié en septembre 2020 : <https://www.dodig.mil/Reports/Lead-Inspector-General-Reports/Article/2331453/lead-inspector-general-for-east-africa-and-north-and-west-africa-counterterrorism/> ; voir aussi War on the Rocks, « Making Sense of SADAT », 2021, qui cite le passage sur la supervision et le paiement des combattants syriens en Libye.

18 Conseil de sécurité des Nations unies, « Final report of the Panel of Experts on Libya established pursuant to Security Council resolution 1973 (2011) », S/2021/229, 8 mars 2021 : https://digitallibrary.un.org/record/3905159/files/S_2021_229-EN.pdf

19 Sur les accusations de recrutement et d'emploi de mineurs parmi des factions de la SNA en Libye, voir Syrians for Truth and Justice, « SNA Factions in Libya: Ongoing Child Recruitment and Other Violations », 21 avril 2023 : <https://stj-sy.org/en/sna-factions-in-libya-ongoing-child-recruitment-and-other-violations/>

Le Haut-Karabagh, le même circuit réactivé

À l'automne 2020, la guerre du Haut-Karabagh offre un second cas. L'Azerbaïdjan, allié proche d'Ankara, bénéficie d'un soutien politique, militaire et technologique turc. Les drones Bayraktar TB2 et l'appui à la planification ont retenu l'essentiel de l'attention ; les combattants syriens, beaucoup moins, alors qu'ils montrent la transférabilité du modèle libyen.

Selon les rapporteurs des Nations unies, des hommes liés à la division Hamza, à Sultan Murad, à Al-Amshat et à la brigade Sultan Suleyman Shah auraient été recrutés pour l'Azerbaïdjan contre rémunération. Les itinéraires décrits passent par le territoire turc, avec des vols vers Bakou, et les montants promis pouvaient atteindre plusieurs milliers de dollars par mois, bien au-delà des revenus disponibles dans le nord syrien²⁰.

Derrière l'alliance se cache un enjeu économique concret. L'Azerbaïdjan est l'une des pierres angulaires de l'ambition turque de devenir un carrefour énergétique régional : le gaz du champ de Shah Deniz traverse le territoire turc par le gazoduc trans-anatolien (TANAP), segment central du Corridor gazier sud qui achemine le gaz caspien vers l'Europe, et la Turquie en tire à la fois un poids de transit et du gaz à des conditions préférentielles. Soutenir militairement Bakou ne relève donc pas seulement de la solidarité ethnique et diplomatique ; cela protège un corridor énergétique sur lequel repose une partie de la stratégie économique turque. Ici encore, les supplétifs syriens occupent le bas d'un dispositif dont les bénéfices se logent ailleurs²¹.

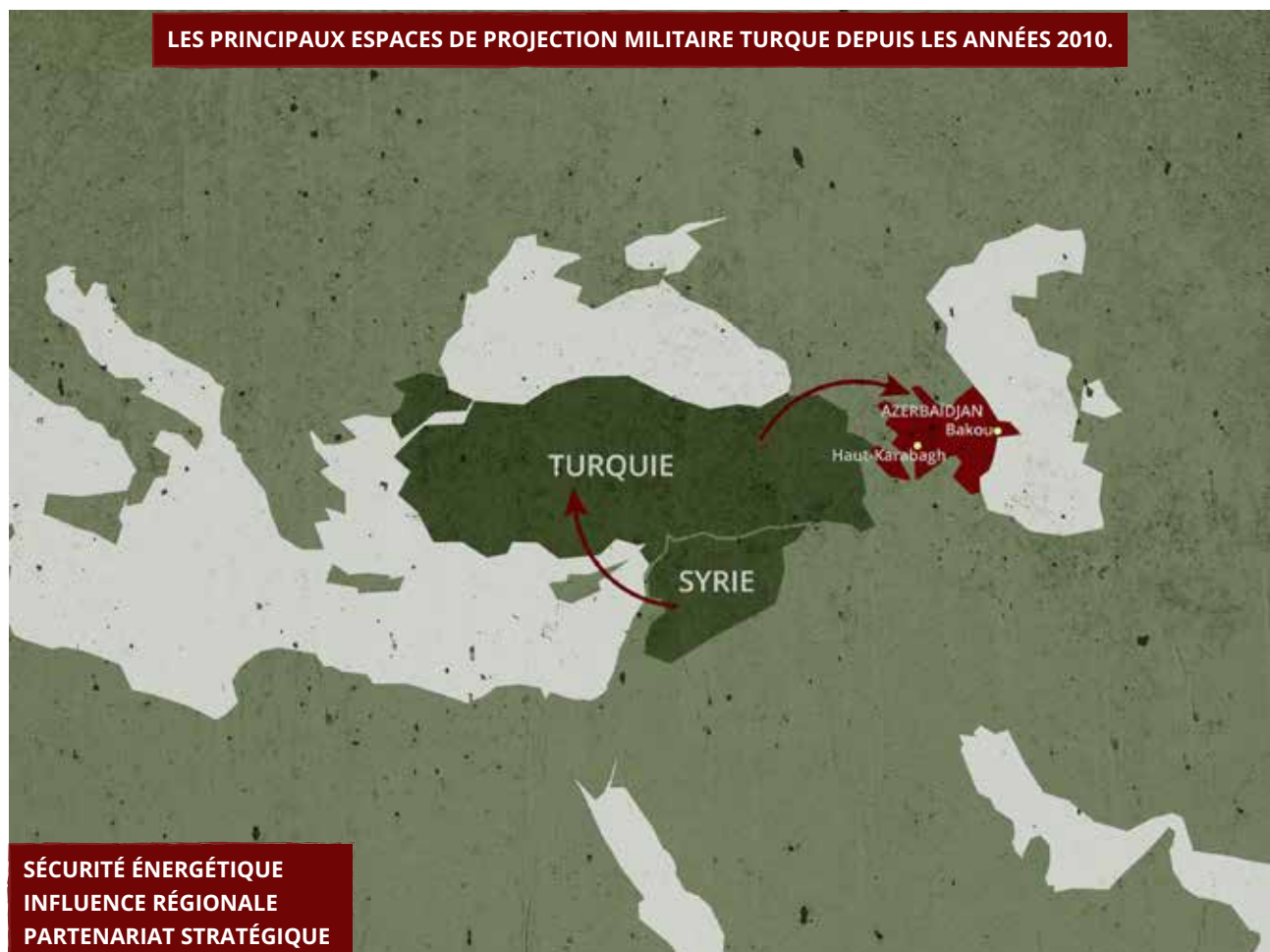
Le conflit confirme deux faits. D'abord qu'Ankara peut réactiver les mêmes filières en quelques semaines. Ensuite que ces filières restent assez opaques pour compliquer l'attribution directe, ce qui permet à la Turquie de soutenir un allié et de peser sur une guerre tout en gardant une distance formelle entre ses forces régulières et les combattants transférés.

Il ne faut pas pour autant surestimer le poids tactique des Syriens dans la victoire azerbaïdjanaise, qui doit davantage à la supériorité en drones, en renseignement et en coordination feu-mouvement. Les supplétifs n'ont pas gagné la

20 OHCHR, communication des procédures spéciales à la Turquie, 6 novembre 2020, concernant le recrutement de combattants syriens pour le conflit du Haut-Karabagh : <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?gld=25683> ; voir aussi Syrians for Truth and Justice, « Turkey Recruited 2,580 Syrian Fighters to Azerbaijan - 293 Died There », 16 juillet 2021 : <https://stj-sy.org/en/turkey-recruited-2580-syrian-fighters-to-azerbaijan-293-died-there/>

21 Sur l'enjeu énergétique turco-azerbaïdjanais (Corridor gazier sud et gazoduc trans-anatolien, ambition de hub énergétique et conditions gazières préférentielles obtenues par la Turquie), voir Gareth Winrow, « The Southern Gas Corridor and Turkey's Role as an Energy Transit State and Energy Hub », Insight Turkey, 2013 : <https://www.insightturkey.com/articles/the-southern-gas-corridor-and-turkeys-role-as-an-energy-transit-state-and-energy-hub> ; et, pour les données du projet, ministère de l'Énergie de la République d'Azerbaïdjan, « The Southern Gas Corridor » : https://minenergy.gov.az/en/layiheler/cenub-qaz-dehlizi_2196

guerre ; ils ont accompagné un dispositif plus large. De ce fait, leur intérêt tient moins à leur performance qu'à ce qu'ils révèlent du répertoire turc.



Le Sahel, un prolongement encore mal documenté

Le Sahel constitue l'extension la plus récente et la plus difficile à établir. Depuis le retrait progressif de la France et la montée des juntas au Mali, au Burkina Faso et au Niger, Ankara a multiplié les offres : drones, blindés, armes légères, formation, coopération policière, projets économiques. Sur ce terrain déjà investi par la Russie et son Africa Corps, elle avance avec un coût politique plus faible que les anciennes puissances occidentales.

Des organisations syriennes et plusieurs médias ont rapporté l'envoi de com-

battants syriens pro-turcs au Niger à partir de fin 2023, affectés à la garde de mines, d'installations économiques ou de sites liés aux intérêts turcs. Des témoignages recueillis par la presse évoquent des contrats de six mois signés avec SADAT, pour un effectif estimé autour d'un millier d'hommes, mais la preuve indépendante y est plus fragile que dans le cas libyen²². Ces missions disent quelque chose du modèle : des hommes pauvres venus de Syrie sont employés à protéger des intérêts économiques étrangers, souvent extractifs, dans l'un des pays les plus pauvres du monde. La force déléguée se met ici au service direct du capital.

Le Sahel doit donc être traité comme une hypothèse forte, non comme un dossier clos. Les informations convergent vers un schéma déjà vu : recrutement dans le nord syrien, passage par la Turquie, contrats privés, missions de garde parfois transformées en exposition au combat. Mais la chaîne de commandement, le lien exact avec l'État turc et le rôle opérationnel de SADAT demandent encore confirmation.

Un élément nouveau apparaît néanmoins. Plusieurs informations ont signalé une cohabitation, voire une coordination ponctuelle, entre des supplétifs liés aux réseaux turcs et des acteurs russes sur le sol nigérien. Si ce point se confirme, il montrera que la concurrence russo-turque n'exclut pas des arrangements locaux : Ankara et Moscou peuvent s'opposer en Syrie, négocier en Libye, se tolérer au Caucase et se croiser au Sahel. La rivalité n'interdit pas la transaction²³.

CANiK Academy : exportation de formation ou nouvelle zone grise ?

L'écosystème turc ne se réduit pas à SADAT. En effet, l'industrie de défense exporte désormais des armes, des drones, des véhicules et de la formation. CANiK, marque du groupe Samsun Yurt Savunma, illustre ce glissement : à travers CANiK Academy, l'entreprise vend de la formation adossée à ses produits.

Au Mali, des images diffusées puis retirées auraient montré des instructeurs

22 Syrians for Truth and Justice, « After Libya and Azerbaijan: A Turkish Private Security Company Deploys Syrian Mercenaries to Niger », 30 juillet 2024 : <https://stj-sy.org/en/after-libya-and-azerbaijan-a-turkish-private-security-company-deploys-syrian-mercenaries-to-niger/> ; VOA, « Turkey Sends Syrian Mercenaries to Niger to Secure Strategic Interests », 17 mai 2024 : <https://www.voanews.com/a/turkey-sends-syrian-mercenaries-to-niger-to-secure-strategic-interests-7616771.html>

23 Le Monde, « Sadat, le "Wagner turc" dont l'ombre plane sur le Sahel », 7 juin 2024, souligne que les informations sur le Sahel restent à manier avec prudence : https://www.le-monde.fr/afrique/article/2024/06/07/sadat-le-wagner-turc-dont-l-ombre-plane-sur-le-sahel_6237821_3212.html

liés à CANiK Academy entraînant des éléments des Forces armées maliennes. La séquence a alimenté l'idée d'une nouvelle société militaire privée turque venue concurrencer Wagner sur le créneau de la formation. L'hypothèse mérite attention, mais elle ne doit pas être forcée²⁴.

Il convient de noter que former des soldats étrangers dans le cadre d'une offre industrielle n'équivaut pas à recruter des combattants, à les transférer et à les employer sur un front. CANiK Academy relève de l'exportation de formation plus que du mercenariat. Elle participe toutefois à la même transformation : les entreprises turques de défense ne vendent plus seulement des équipements, mais des compétences, des routines, des standards et une relation durable avec les forces locales. Ce glissement intéresse directement l'Afrique. Pour des États qui cherchent à diversifier leurs partenaires et à réduire leur dépendance aux anciens fournisseurs occidentaux ou russes, l'offre turque paraît souple, moins coûteuse et politiquement moins lourde. C'est précisément cette souplesse qui brouille la frontière entre coopération militaire, commerce de défense et sous-traitance sécuritaire.



L'empreinte assumée : Somalie, Qatar, Asie centrale

Tous les instruments turcs ne relèvent pas de la déniabilité. La Somalie en donne l'exemple le plus net. La base TURKSOM, ouverte à Mogadiscio en 2017, est une présence officielle revendiquée, où la Turquie forme des unités somaliennes, notamment les forces Gorgor et Haramad, avec des cursus partagés entre les deux pays. Ankara y construit un partenaire militaire durable, sans

24 Intelligence Online, « Turkish private military company squares up to European open-source analysts », 3 décembre 2024, sur Canik Academy et les formations au Mali : <https://www.intelligenceonline.com/middle-east-and-africa/2024/12/03/turkish-private-military-company-squares-up-to-european-open-source-analysts,110346954-art> ; voir aussi Le Monde, « La Turquie, alliée de plus en plus présente auprès de la junte au Mali », 28 janvier 2026 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/01/28/la-turquie-allie-de-plus-en-plus-presente-aupres-de-la-junte-au-mali_6664498_3212.html

chercher à dissimuler quoi que ce soit²⁵.

Le Qatar appartient au même registre. L'accord de 2014, la base Tariq bin Ziyad et les déploiements accélérés après la crise du Golfe de 2017 ont fait de la Turquie un garant politique et militaire de Doha face aux pressions saoudiennes et émiriennes. L'effet recherché est ici l'inverse de celui de SADAT : il s'agit de rendre la présence turque visible, non de la masquer²⁶.

L'Asie centrale relève encore d'une autre logique. Depuis les années 1990, Ankara y forme des officiers, développe des liens militaires et s'appuie sur les affinités turciques, que les ventes de drones et la montée de l'Organisation des États turciques ont renforcées. La trace de SADAT y reste faible ; l'influence passe surtout par les académies, les accords bilatéraux, les exercices, les ventes d'armes et les réseaux culturels²⁷.

Ces trois cas éclairent le modèle turc par contraste. Ankara ne choisit pas toujours la déniabilité. Elle y recourt quand l'engagement direct serait coûteux, contesté ou juridiquement risqué, et l'abandonne dès qu'une présence assumée sert mieux ses intérêts.

SOMALIE	QATAR	ASIE CENTRALE
-BASE TURKSOM -FORMATION -FORCES GORGOR -PRÉSENCE OFFICIELLE	-BASE TARIQ BIN ZIYAD -DÉPLOIEMENT PERMANENT -PROTECTION DE DOHA -PRÉSENCE OFFICIELLE	-ACADÉMIES MILITAIRES -FORMATION D'OFFICIERS -COOPÉRATION BILATÉRALE -INFLUENCE INSTITUTIONNELLE

25 Reuters, « Turkey to provide maritime security support to Somalia », 22 février 2024 : <https://www.reuters.com/world/turkey-provide-maritime-security-support-somalia-official-2024-02-22/> ; The Washington Institute, « To Halt the Jihadist Advance in Somalia, Work with Turkey and the UAE », 20 août 2025 : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/halt-jihadist-advance-somalia-work-turkey-and-uae> <https://defenceturkey.com/news/the-state-of-qatar-and-qatar-armed-forces>

26 Al Jazeera, « No timeline set for further Turkish forces in Qatar », 31 janvier 2018 : <https://www.aljazeera.com/news/2018/1/31/no-timeline-set-for-further-turkish-forces-in-qatar> ; Defence Turkey, « The State of Qatar and Qatar Armed Forces », 2 avril 2020 : <https://orbelli.am/en/post/316/2019-11-18/Turkey%E2%80%99s%2BMilitary-Technical%2BCooperation%2BWith%2Bthe%2BTurkic%2BNations>

27 Toni Alaranta, « Turkey in Central Asia: Possibilities and limits of a greater role », Finnish Institute of International Affairs, 2021 : <https://fiia.fi/en/publication/turkey-in-central-asia> ; Orbelli Center, « Turkey's Military-Technical Cooperation With the Turkic Nations », 18 novembre 2019 :

L'économie politique du modèle : qui profite ?

Réduire le dispositif turc à une affaire de stratégie reviendrait à oublier ce qu'il produit comme richesse, et pour qui. La projection extérieure d'Ankara s'appuie sur une industrie de défense en pleine expansion, devenue l'un des rares secteurs florissants d'une économie par ailleurs fragilisée par l'inflation et la chute de la livre. Les exportations d'armement turques ont atteint un record d'environ 7,15 milliards de dollars en 2024, après avoir été multipliées par près de deux fois et demie depuis 2020, et la branche défense-aérospatiale emploie quelque 100 000 personnes réparties dans plus de 3 500 entreprises. Rapporté au poids, l'armement se vend autour de 67 dollars le kilo, contre 1,5 dollar pour l'exportation turque moyenne : la guerre est, très concrètement, le créneau le plus rentable du commerce extérieur du pays, qui contrôlerait à lui seul une large part du marché mondial des drones de combat²⁸.

Au sommet de cette pyramide se trouve Baykar, le fabricant des drones Bayraktar, dont le cas illustre la fusion entre capital privé et pouvoir d'État. L'entreprise est détenue par Selçuk Bayraktar, gendre du président Erdoğan depuis son mariage en 2016 avec Sümeyye Erdoğan, et par son frère Haluk ; les deux hommes figurent désormais sur la liste des milliardaires de Forbes, leur fortune cumulée dépassant les cinq milliards de dollars. Baykar a réalisé environ 1,8 milliard de dollars d'exportations en 2024, soit près du quart des ventes d'armes turques, et tire l'essentiel de son chiffre d'affaires de l'étranger. Le président en personne fait office de premier vendeur, vantant les drones lors de ses tournées en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie centrale, et l'État a parfois facilité ces ventes par des remises de dette ou des aides accordées aux pays acheteurs. Des concurrents, y compris publics, se sont plaints d'avoir été marginalisés au profit de l'entreprise familiale²⁹. La logique d'ensemble socialise le risque et privatise le profit : la recherche, les commandes garanties et le soutien diplomatique viennent de l'État, les marges vont à un cercle restreint.

28 Sur le record d'exportations de 2024 (environ 7,15 milliards de dollars, en hausse de près de 30 %), voir Presidency of Defense Industries (SSB), repris par Defense News, « Turkey's defense exports hit record high of \$7.1 billion in 2024 », 4 février 2025 : <https://www.defensenews.com/global/europe/2025/02/04/turkeys-defense-exports-hit-record-high-of-71-billion-in-2024/> ; sur la dynamique quinquennale (multiplication par environ 2,5 depuis 2020), la valeur au kilo (environ 67 dollars contre 1,5 dollar pour l'export moyen) et les effectifs (environ 100 000 salariés, plus de 3 500 entreprises), voir Daily Sabah, « Türkiye's defense exports race past 2024 record, capping 5-year boom », 5 décembre 2025 :

<https://www.dailysabah.com/business/defense/turkey-defense-exports-race-past-2024-record-capping-5-year-boom> ; sur la part turque du marché mondial des drones de combat (estimée à environ 65 % par le Center for a New American Security), voir TRT World, 1er février 2025

<https://www.trtworld.com/turkiye/turkish-defence-giants-secure-over-55-billion-dollars-in-exports-for-2024-18260510>

29 Sur la fortune des frères Bayraktar et leur entrée parmi les milliardaires de Forbes, voir Nordic Monitor, « Sharp rise in drone wealth moves Erdogan family-linked defense contractor into world's richest ranks », 3 mars 2026 : <https://nordicmonitor.com/2026/03/sharp-rise-in-drone-wealth-moves-erdogan-family-linked-defense-firm-into-worlds-richest-ranks/>

sur la part de Baykar (environ 1,8 milliard de dollars d'exportations, près du quart des exportations turques de défense, 90 % du chiffre d'affaires à l'export), voir Daily Sabah, « Drone magnate Baykar remains Türkiye's top defense exporter in 2024 », 2 février 2025 : <https://www.dailysabah.com/business/defense/drone-magnate-baykar-remains-turkey-top-defense-exporter-in-2024> ; sur les contrats réservés aux proches du pouvoir, les facilités d'État et le rôle de vendeur du président, voir Central Asia-Caucasus Institute, « Turkey's Drone Diplomacy », 24 avril 2026 : <https://centralasiacaucasusinstitute.substack.com/p/turkeys-drone-diplomacy-how-erdogan>, et Nordic Monitor, 4 avril 2024 :

<https://nordicmonitor.com/2024/04/erdogans-son-in-law-manufacturer-of-military-drones-joins-billionaires-list/>. Nordic Monitor et certaines de ces sources sont des médias d'opposition turcs, à lire avec la prudence requise ; leurs données chiffrées recoupent toutefois les annonces officielles de la SSB ainsi que les classements de Forbes et du SIPRI.

Nordic Monitor et certaines de ces sources sont des médias d'opposition turcs, à lire avec la prudence requise ; leurs données chiffrées recoupent toutefois les annonces officielles de la SSB ainsi que les classements de Forbes et du SIPRI.

De surcroît, cette économie a aussi une fonction proprement politique. Le récit du « national et indigène » (yerli ve millî), porté par les succès du TB2 en Libye, au Haut-Karabagh puis en Ukraine, alimente une fierté nationale soigneusement mise en scène, à coups d'inaugurations télévisées et de festivals technologiques. Dans un pays traversé par la crise économique et le durcissement autoritaire, le drone est devenu un symbole de souveraineté retrouvée et un argument de légitimation du pouvoir, indépendamment de la part réelle de composants importés dans les appareils. La force projetée au-dehors et l'industrie célébrée au-dedans participent ainsi d'un même mouvement, qui consolide un ordre politique autant qu'il étend une influence³⁰.

À l'extérieur

Drones - Exportations
Partenariats militaires

À l'intérieur

Fierté nationale - Légimité politique
Réseaux de clientélisme

SADAT s'inscrit dans la même grammaire, à un autre étage. Sa trajectoire épouse une économie de la loyauté. Les purges qui suivent juillet 2016 vident l'armée de dizaines de milliers d'officiers et de fonctionnaires, et la reconstruction de l'appareil sécuritaire ouvre des carrières à des profils jugés sûrs. Une société tenue par d'anciens officiers proches du pouvoir offre un débouché à ce vivier loyaliste, et la déniabilité juridique protège du même coup un réseau de patronage. La sous-traitance de la violence n'est pas seulement un outil diplomatique ; elle est aussi une manière de redistribuer des places et des revenus au sein de l'État turc recomposé.

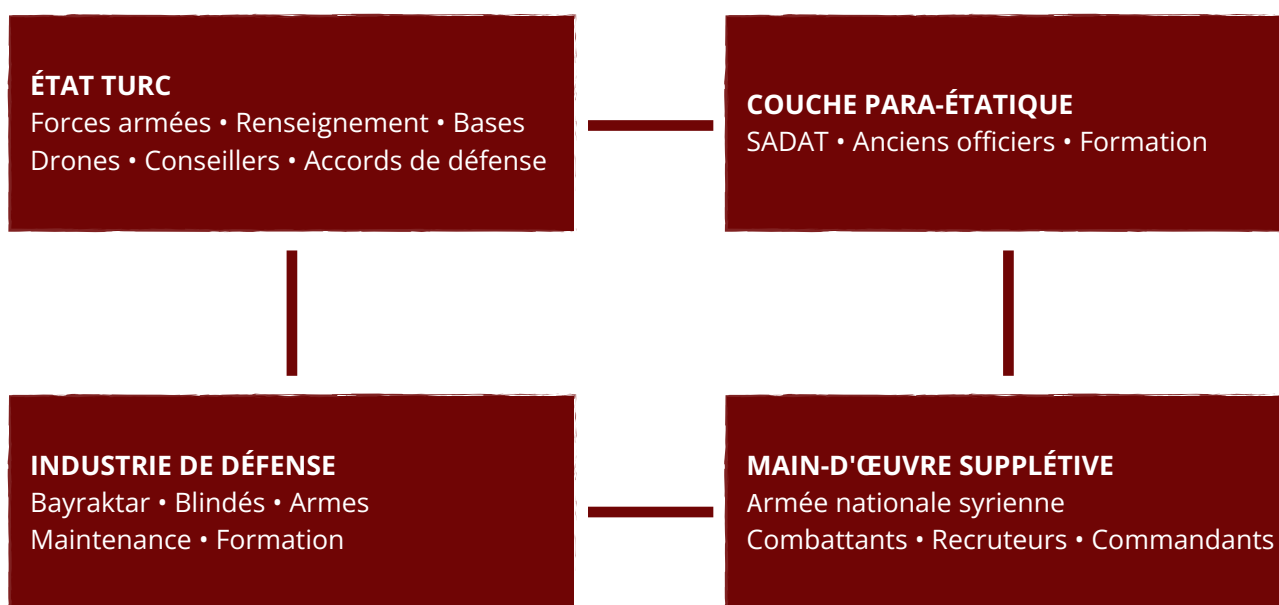
Un système de force déléguée

On peut décrire l'ensemble comme un système de force déléguée, fait de couches qui se renforcent sans obéir à un commandement unique. Au centre, se trouve l'État : forces armées, renseignement, accords de défense, bases, drones, conseillers. C'est le socle, et sans lui le reste perdrait sa cohérence. Autour, gravite une couche para-étatique, faite de SADAT, d'anciens officiers et de réseaux de formation proches du pouvoir, qui apporte de la souplesse et permet d'agir là où Ankara préfère rester en retrait. Vient ensuite la

main-d'œuvre supplétive, c'est-à-dire les combattants syriens, les factions de l'Armée nationale syrienne, les recruteurs et les commandants locaux, qui fournissent l'infanterie exportable. La dernière couche est industrielle : drones Bayraktar, armes légères, véhicules, académies, maintenance. C'est elle qui rend l'influence durable, parce qu'un client qui achète du matériel dépend ensuite des pièces, des logiciels, des instructeurs et de la doctrine d'emploi.

Ces couches ne dessinent pas une chaîne de commandement unique, mais une architecture souple. L'État turc n'a pas besoin de contrôler chaque geste pour profiter de l'ensemble ; il suffit que les intérêts convergent. Les entreprises vendent, les factions syriennes cherchent un revenu, les régimes partenaires cherchent une protection, et Ankara y gagne de l'influence.

Lu de cette manière, le système n'a rien de neutre socialement. Chaque couche capte une part de la valeur, et le risque comme le coût humain sont repoussés vers le bas, sur les combattants syriens, et au-dehors, sur les civils des pays où ces forces opèrent. L'efficacité du modèle tient précisément à cette capacité à concentrer le profit et le capital politique en haut tout en externalisant la mort en bas.



30 Sur le récit « national et indigène » (yerli ve milli) comme ressource de légitimation intérieure, et sur l'écart entre la rhétorique d'autosuffisance et la part de composants importés, voir Adem Yavuz Arslan, « Turkey's defense industry: politics, propaganda and reality », Turkish Minute, 1er octobre 2025 : <https://turkishminute.com/2025/10/01/opinion-turkeys-defense-industry-politics-propaganda-and-reality/> ; voir aussi Middle East Institute, « Turkish Foreign Policy », 23 avril 2026 : <https://mei.edu/background/turkish-foreign-policy/>

Le « Wagner turc », une comparaison à manier avec prudence

L'expression « Wagner turc » est commode. Elle dit en deux mots ce que SADAT semble offrir, une force indirecte, déniale, mobilisable hors du territoire national, et elle capte une réalité visible au Sahel, là où les modèles russe et turc se croisent³¹.

Mais l'analogie a ses limites. Wagner reposait sur un noyau russe, sur une culture combattante héritée des guerres post-soviétiques et sur une économie de prédation liée aux mines, aux concessions et aux contrats de sécurité. SADAT travaille au contraire avec un vivier majoritairement syrien et n'apparaît pas comme une armée privée autonome capable de mener seule des campagnes extérieures. Elle ressemble davantage à un courtier politico-militaire reliant Ankara, des factions et des partenaires étrangers.

La différence idéologique compte aussi. Le nationalisme russe de Wagner était brutal, mais son fonctionnement concret restait largement transactionnel. Quant à SADAT, elle s'est inscrite dans un imaginaire panislamique et dans la proximité des réseaux conservateurs turcs. Les combattants syriens recrutés pour l'étranger ne partagent pas forcément cet horizon, et beaucoup partent pour l'argent, mais l'entreprise qui les encadre, ou prétend les former, parle un langage civilisationnel. Les deux modèles relèvent au fond de la même tendance, la marchandisation et la privatisation de la violence, mais celui d'Ankara s'adosse à une puissance membre de l'OTAN et à un complexe industriel en pleine ascension. L'expression doit donc rester une formule de comparaison, pas une catégorie d'analyse.

Les points faibles du dispositif

Cette architecture, efficace à court terme, reste vulnérable sur plusieurs fronts. Le premier est juridique. Le droit international encadre strictement le recrutement, le financement et l'emploi de mercenaires, mais la qualification reste difficile à établir, car la définition du mercenaire est étroite et cumulative. Les communications des rapporteurs de l'ONU montrent néanmoins que les pratiques

31 La formule « Wagner turc » est utilisée par plusieurs analyses, dont Sinan Ciddi, « SADAT: Turkey's Wagner Group », Foundation for Defense of Democracies /The National Interest, 7 mai 2026 : <https://www.fdd.org/analysis/2026/05/07/sadat-turkeys-wagner-group/> ; cette source est utile pour repérer l'analogie, mais elle doit être lue comme une analyse engagée, non comme une qualification juridique.

attribuées à la Turquie soulèvent de vraies questions : recrutement contre rémunération, transfert vers des conflits étrangers, rôle de sociétés privées, opacité de la chaîne de commandement. Même là où le mercenariat n'est pas juridiquement constitué, la responsabilité de l'État peut être discutée au titre de la diligence requise, de la régulation des sociétés privées et du respect du droit humanitaire³².

La fragilité humaine est tout aussi sérieuse, et elle est d'abord sociale. En effet, le modèle dépend de la disponibilité de combattants syriens appauvris, c'est-à-dire de la perpétuation d'une misère qui pousse des hommes à louer leur vie. Or, la chute du régime de Bachar el-Assad en décembre 2024 et la recomposition des forces armées syriennes rebattent les cartes. Certaines factions de l'ancienne opposition ont été intégrées, dissoutes ou reconfigurées dans le nouvel appareil de sécurité ; si cette intégration se consolide, le vivier syrien pourrait devenir moins disponible, plus coûteux ou politiquement plus sensible, et la main-d'œuvre bon marché sur laquelle repose le dispositif se ferait plus rare³³.

Vient ensuite la question de la concurrence. En Afrique, la Turquie intervient sur des terrains déjà occupés par la Russie, les Émirats arabes unis, la Chine, les États-Unis et d'anciens partenaires européens. Les junte sahéliennes savent jouer de cette rivalité : elles achètent des drones turcs, négocient avec Moscou, acceptent certaines formations et refusent d'autres contraintes. Ankara peut gagner des positions, mais elle ne tient pas seule le jeu.



32 Pour le cadre normatif, voir le Document de Montreux, CICR/Confédération suisse, 2008 : <https://www.icrc.org/en/publication/0996-montreux-document-private-military-and-security-companies> ; voir aussi Nations unies, Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires : https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XVIII-6&chapter=18&clang=_en

33 Sur la chute du régime Assad et la recomposition de l'appareil sécuritaire syrien, voir Brookings, « The Assad regime falls. What happens now? », 9 décembre 2024 : <https://www.brookings.edu/articles/the-assad-regime-falls-what-happens-now/> ; European Union Agency for Asylum, « Integration of armed groups », Syria Country Focus, 2025 : <https://www.euaa.europa.eu/col/syria/2025/country-focus/13-security-institutions/132-integration-armed-groups> ; Reuters, « Syria sets deadline for small groups to join Defence Ministry », 18 mai 2025 : <https://www.reuters.com/world/middle-east/syria-sets-deadline-small-groups-join-defence-ministry-2025-05-18/>

Reste enfin la réputation, et c'est là que la question des civils pèse le plus lourd. La Turquie vend l'image d'un partenaire musulman, non colonial, efficace et pragmatique. Le recours à des combattants accusés d'abus, l'enrôlement signalé de mineurs et les dommages causés aux populations des théâtres concernés peuvent abîmer cette image, et le coût du démenti s'alourdit à mesure que s'accumulent témoignages, rapports et images. Le modèle qui déplace le coût humain vers les plus vulnérables finit par produire, en retour, un risque politique pour celui qui l'emploie.

Conclusion

SADAT n'est pas l'armée secrète toute-puissante que décrivent parfois ses adversaires, ni la simple entreprise de conseil dépourvue de portée politique. Elle occupe une position plus intéressante, celle de la sous-traitance politique de la violence.

Par essais successifs, la Turquie a construit un répertoire d'action qui lui permet d'avancer sans toujours se montrer. En Libye, elle a combiné drones, armée régulière, conseillers et supplétifs. Au Haut-Karabagh, elle a transféré un schéma déjà éprouvé. Au Sahel, elle paraît explorer une extension plus incertaine, liée à la protection d'intérêts économiques et à la compétition sécuritaire. En Somalie et au Qatar, à l'inverse, elle assume une présence officielle, parce que la visibilité y sert sa stratégie.

Le modèle ne se réduit donc pas à SADAT. Il tient à l'articulation entre l'État, les entreprises de défense, les réseaux de combattants et les partenaires locaux. SADAT en est le symbole, parfois l'interface, mais pas l'ensemble.

Reste la question que pose toute analyse attentive aux rapports de force : à qui profite ce dispositif, et qui en supporte le poids ? Le bénéfice se concentre en haut, dans une industrie de défense adossée aux réseaux d'affaires de l'AKP et dans les hiérarchies qui contrôlent le recrutement. Le coût se paie en bas et au-dehors, par des combattants syriens appauvris dont on rogne le salaire et dont on renvoie les corps, et par les civils des pays où ces forces interviennent. La force déléguée est efficace parce qu'elle rend la violence rentable pour quelques-uns et lointaine pour ceux qui la décident.

À court terme, cette construction donne à Ankara une souplesse considérable : elle réduit les pertes turques, brouille l'attribution et ouvre des marchés. À moyen terme, elle l'expose à trois risques : le droit, si les enquêtes internationales se consolident ; la ressource humaine, si le vivier syrien se transforme ; la réputation, si les supplétifs et leurs victimes deviennent un fardeau politique.

En somme, La formule « Wagner turc » aide à voir la parenté fonctionnelle avec le modèle russe. Elle masque pourtant ce qui distingue Ankara : une puissance membre de l'OTAN, dotée d'une industrie de défense en pleine ascension, capable d'alterner présence officielle et action indirecte, et disposant d'un réservoir humain façonné par la guerre et la pauvreté syriennes. SADAT n'est qu'une pièce de ce dispositif. La vraie nouveauté tient à la capacité turque à déléguer la force, et à en externaliser le coût, sans renoncer à l'initiative politique.



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

BUREAU AFRIQUE DU NORD

